

## Le sondage qui confirme le ras-le-bol fiscal

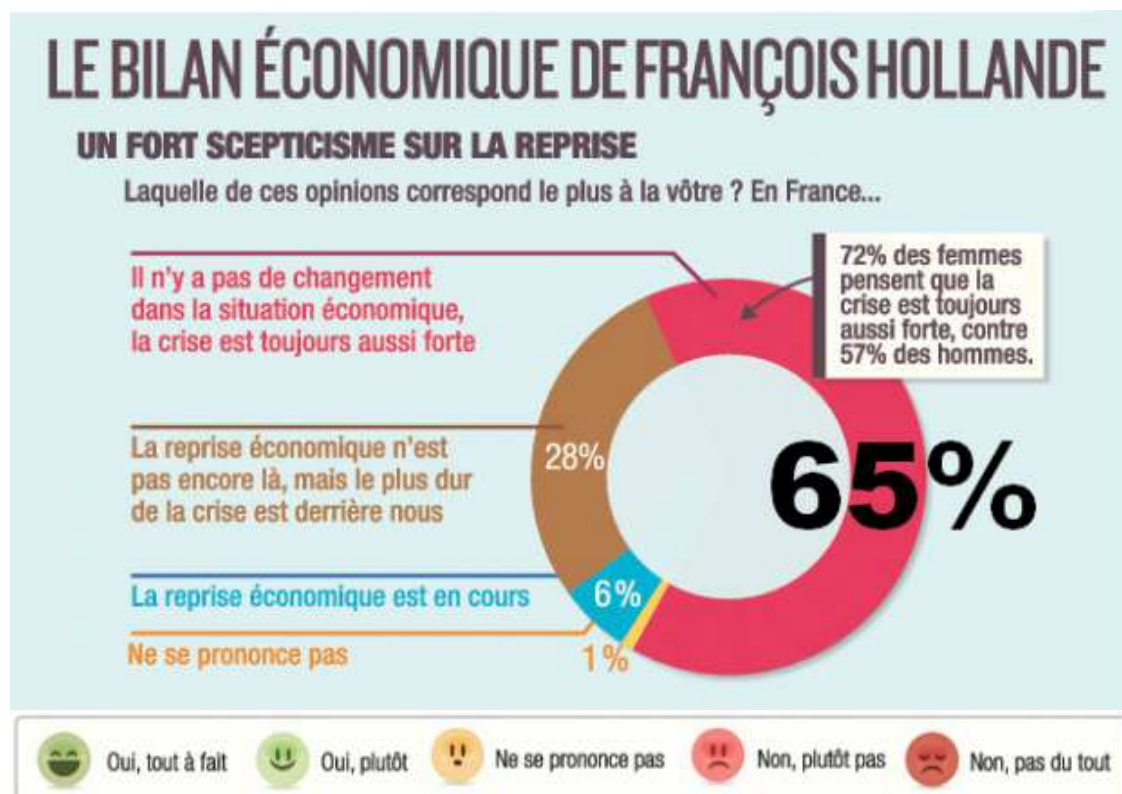
Philippe Mabilie | 05/09/2013, 15:55 - 929 mots

Notre sondage exclusif réalisé par Opinion Way fin août montre que la majorité des Français ne croit pas en la reprise annoncée par les indicateurs macro-économiques et François Hollande. Il révèle une France très divisée sur les solutions au financement des retraites et confirme que le ras-le-bol fiscal est devenu majoritaire dans toutes les catégories de la population et quelle que soit la sensibilité politique. L'opinion n'accorde aucun crédit à l'exécutif pour préparer la France aux défis de l'avenir. Pour François Hollande, le combat du retour de la confiance commence.

Gouverner, c'est prévoir. Mais, version Machiavel, gouverner, c'est aussi « faire croire ». Le Prince, en bon adepte de la "méthode Coué", dit et répète que la reprise est là, mais le peuple ne le croit pas. Le scepticisme l'emporte : c'est le principal enseignement de notre sondage exclusif de rentrée sur la perception de la situation économique et les attentes des Français.

Réalisée avec Opinion Way, cette enquête constitue un sérieux avertissement pour l'François Hollande et sa majorité. Alors que l'OCDE vient de relever, à un maigre 0,3%, sa prévision pour la croissance française cette année, pour 65% des personnes interrogées fin août, « la crise est toujours aussi forte ». Seul un petit tiers reconnaît que « le plus dur est derrière nous ».

Le rebond, que laissent présager les derniers indicateurs sur le climat des affaires, loin d'être perceptible par l'opinion, n'est pris au sérieux que par 6% des personnes interrogées. « C'est un véritable défi pour François Hollande dont le pari volontariste et optimiste se heurte à un pays déprimé qui ne lui accorde pour l'instant aucun crédit », note Bruno Jeanbart, directeur général adjoint d'Opinion Way.



### **La défiance persiste**

La France de cette rentrée 2013 reste embourbée dans la défiance. Pour 75% des Français, l'action de réforme de François Hollande ne produit pas de résultats, un jugement particulièrement marqué chez les jeunes, les femmes et les ouvriers (plus de 80% de réponses négatives).

*« Même si François Hollande parvient à inverser la courbe du chômage, la plupart des gens refuseront de le croire tant que cela ne se ressentira pas dans leur propre vécu », souligne Bruno Jeanbart. « Il y aura donc en plus du combat pour l'emploi une bataille de communication à mener par le gouvernement ».*

### **Le déclinisme perdure**

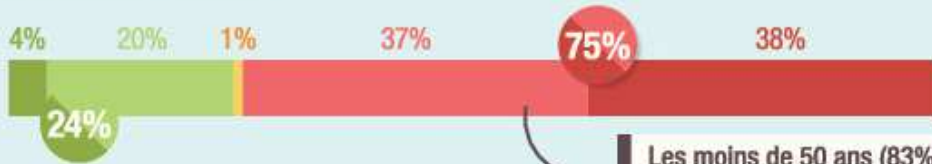
Plus grave, notre sondage révèle une France sans grand espoir d'une réelle amélioration à moyen terme. Le discours du gouvernement sur les nouveaux investissements d'avenir, la transition énergétique et la préparation de 2025 n'a pas d'écho dans l'opinion.

Pour plus des deux tiers des personnes interrogées, l'action du président de la République ne prépare pas la France aux défis des années 2020. Un séminaire d'une demi-journée fin août sur la France de 2025 ne suffit pas il est vrai à donner un cap clair et mobilisateur. Il manque surtout un véritable plan d'action donnant une vision d'ensemble des choix faits pour l'avenir.

Surtout, une écrasante majorité pense que la France est en train de décrocher et ne rattrapera pas le retard accumulé ces dernières années sur l'Allemagne, le pays fort de l'Europe.

## UNE DÉFIANCE MARQUÉE SUR LES RÉSULTATS

Selon vous, l'action de François Hollande commence-t-elle à produire ses premiers résultats ?

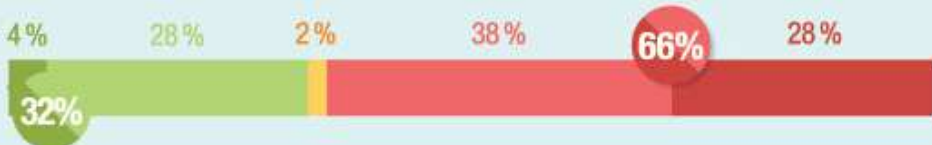


Les moins de 50 ans (83%), les femmes (79%) et les CSP- (82%) sont les plus critiques.

## UN MANQUE DE CAP ET DE VISION

Pensez-vous que l'action de François Hollande...

... privilégie les secteurs économiques d'avenir ?



... prépare la France pour les défis des années 2020 ?

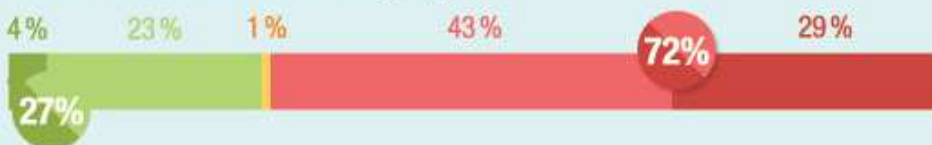


Seul 21% des 18-34 ans pensent que Hollande prépare la France aux défis des années 2020.

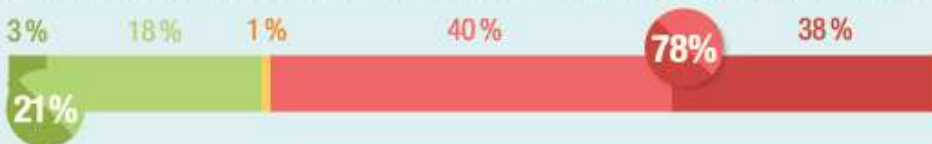
... privilégie le secteur des nouvelles technologies ?



... prépare la transition énergétique : plus d'utilisation des énergies renouvelables et moins de consommation énergétique ?



... va permettre à la France de combler son retard par rapport à l'Allemagne ?



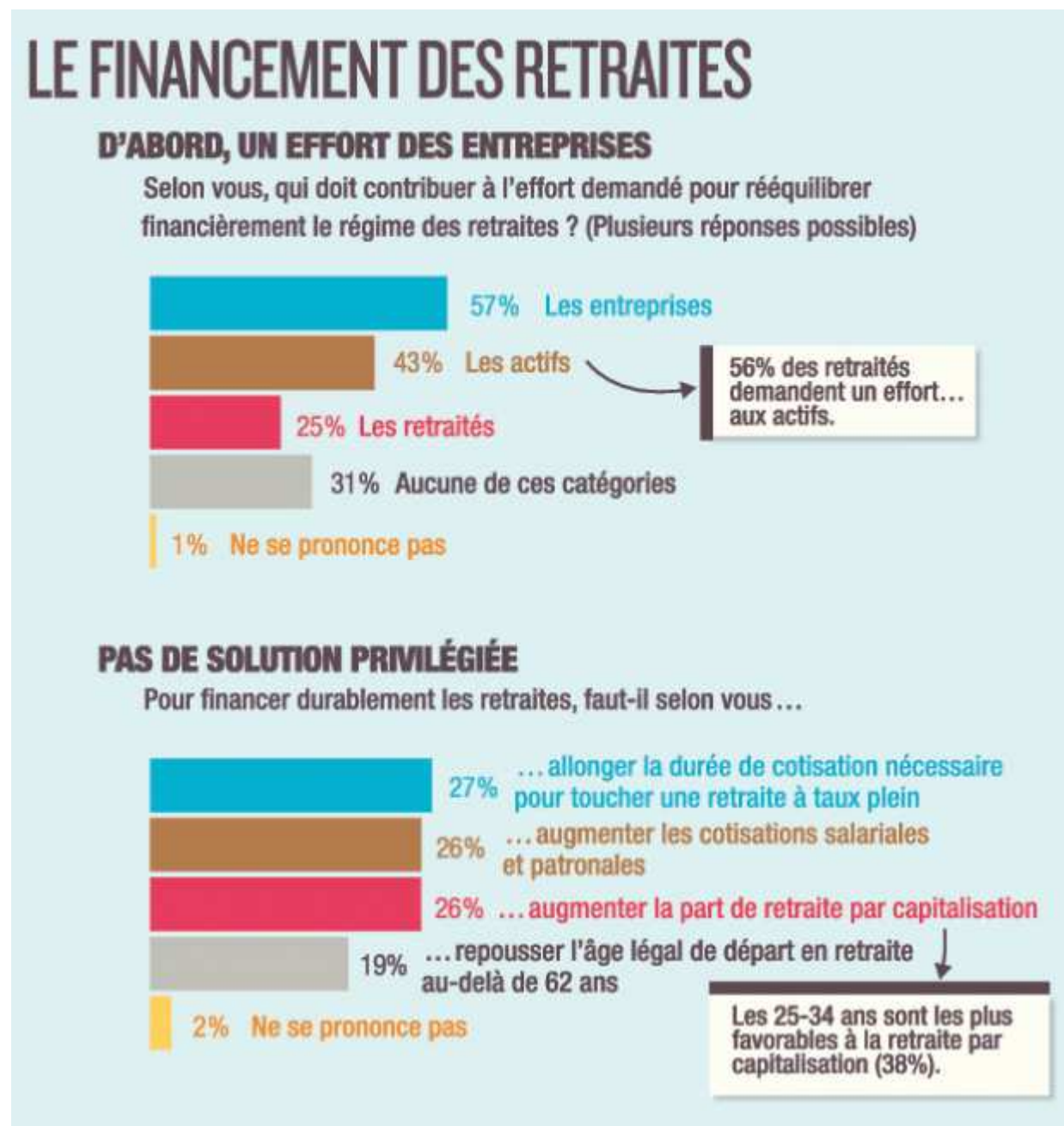
(Chiffres Opinion Way / Infographie ASKMédia)

## Pas de consensus sur la réforme des retraites

La perception de la réforme des retraites révèle une France très partagée et divisée sur les solutions de financement à privilégier. A la question « qui doit payer ? », les entreprises sont citées en premier (57% des réponses en moyenne, mais près de 80% pour les électeurs de François Hollande), devant les salariés et les retraités. Une pierre dans le jardin de Pierre Gattaz, le président du Medef, qui bataille pour obtenir du gouvernement la compensation intégrale des nouveaux prélèvements retraite, au nom du combat pour la baisse du coût du travail et la compétitivité.

Autre signe d'une société fracturée, les retraités répondent majoritairement que les actifs doivent contribuer plus pour leur retraite. Attitude que l'on ne retrouve pas en sens inverse : à peine un quart des moins de 50 ans réclame un effort accru aux retraités.

Les mêmes, surtout les plus jeunes, sont en revanche de moins en moins réticents à propos de l'augmentation de la part de la capitalisation dans le financement des retraites (38% y songent parmi les 25-34 ans, contre 13% pour les 65 ans et plus). Logique dira-t-on, les premiers savent que leur pension ne sera pas financée quand il y aura moins de 1,4 actif pour 1 retraité en 2040...



(Chiffres

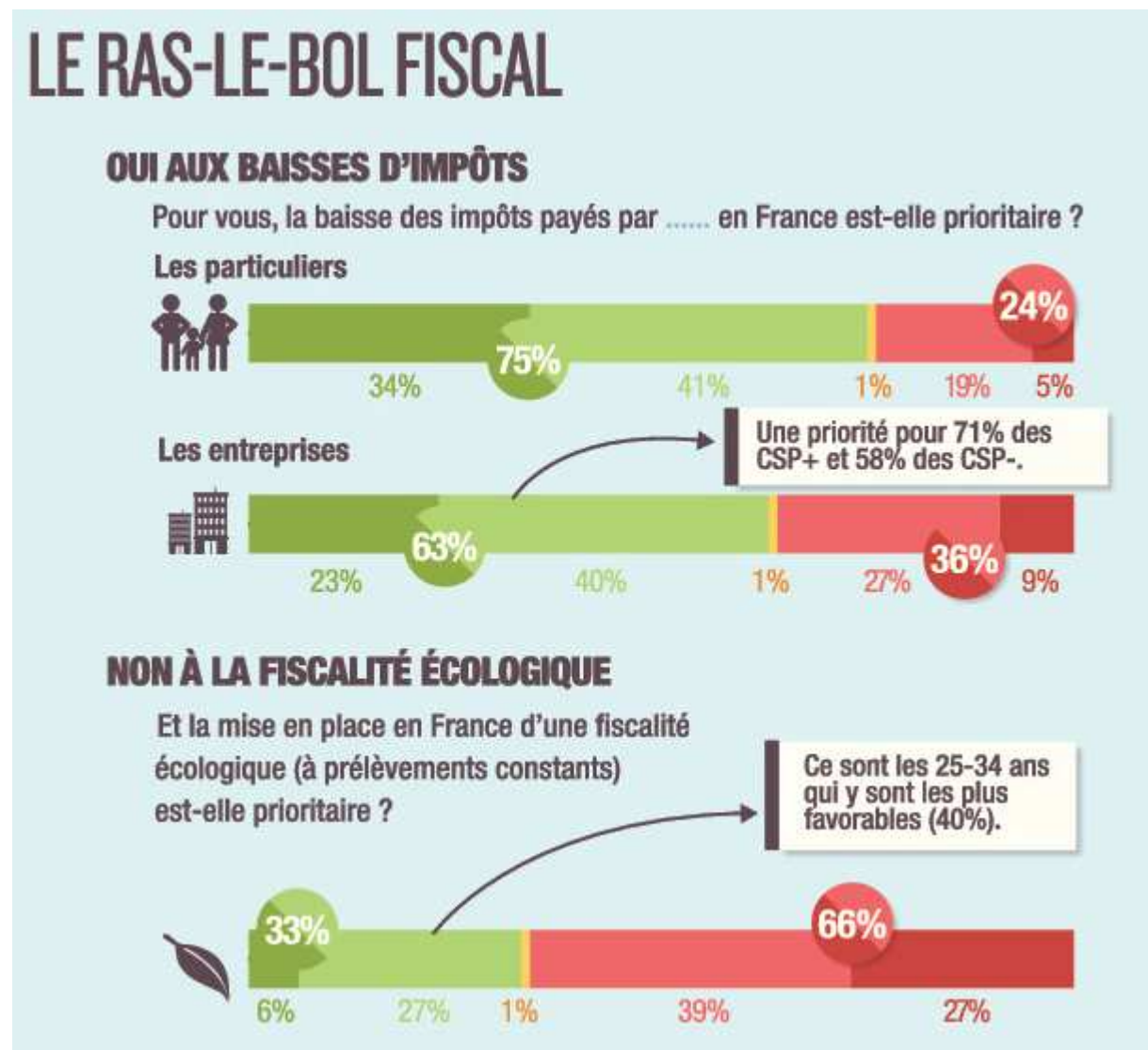
Opinion Way / Infographie ASKMédia)

### Le ras-le-bol fiscal validé

Enfin, le sondage valide très nettement le sentiment de "ras-le bol fiscal" qui a envahi la rentrée politique. Pour les Français, la baisse des impôts est prioritaire à 75% pour les ménages et à 63% pour les entreprises. Très inquiétant pour le gouvernement et la majorité, ce rejet de l'impôt est général, toutes catégories

confondues dans la population : hommes et femmes, jeunes et vieux, actifs et retraités, cadres et ouvriers-employés, électeurs de gauche comme de droite et même ceux de Jean-Luc Mélenchon !

Le ras-le-bol atteint aussi les chômeurs et ceux qui déclarent ne pas payer l'impôt sur le revenu, c'est dire. « Rarement on a vu le pays aussi unanime sur ce sujet sensible », relève Bruno Jeanbart, sans doute un effet retard du double choc fiscal des années Sarkozy-Hollande (60 milliards d'euros de hausses d'impôts en trois ans.



(Chiffres Opinion Way / Infographie ASKMédia)

Signe que sur un corps écorché, la moindre égratignure fait mal, la fiscalité écologique envisagée dans le projet de budget 2014 sous forme de contribution climat-énergie donne des boutons à 66% des Français, là aussi, dans toutes les couches de la population. A part sans doute chez les écologistes, l'écologie n'est pas une priorité dans cette période de crise où prime la question du pouvoir d'achat. La « pause » fiscale annoncée par le président s'impose. Réponse fin septembre avec le détail du projet de loi de finances pour 2014.